

mon travail, il s'agit avant tout de travail exécuté dans le cadre du gouvernement en vue de permettre au cabinet de prendre une décision relative à la politique à suivre dans ce domaine important. Quant à la troisième et dernière partie de la question, la rédaction et la présentation d'une mesure législative dépendent de la décision du cabinet, il appartient donc au gouvernement de présenter cette mesure en temps utile et de la façon habituelle.

Une voix: Où avons-nous déjà entendu ce propos?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, après cette réponse instructive, puis-je poser une question au premier ministre suppléant?

M. Baldwin: Vous attendez-vous à autre chose?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre suppléant si le rapport qu'a présenté le ministre dont relève la propriété étrangère, ou qu'il est sur le point de présenter, sera rendu public et si le gouvernement présentera au cours de la session une mesure législative se rapportant à cette question?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne peux pas ajouter grand chose à la réponse très claire du ministre du Revenu national.

Une voix: C'est vrai.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): L'aveugle suit l'aveugle.

L'hon. M. Sharp: En ce qui concerne la dernière partie de la question du député, cela dépend naturellement de ce qu'on entend par mesure législative se rapportant à la propriété étrangère. Il se peut, par exemple, que les propositions fiscales présentées aient une répercussion dans ce domaine. Le projet de loi relatif à la Société canadienne de développement sera bientôt présenté à la Chambre, de sorte que toutes ces questions sont pertinentes. C'est tout ce que je puis dire.

M. Baldwin: Voilà dix ans qu'il doit être présenté à la Chambre.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Comme ma question avait pour origine deux cas précis de mainmise qui se concrétiseront probablement dans les prochaines semaines, le ministre de la Consommation et des Corporations pourrait-il nous dire s'il compte présenter à la Chambre une mesure législative visant à modifier la loi des enquêtes sur les coalitions afin de faire face à la situation créée par le nombre croissant de mainmises?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le député aurait dû lire le discours du trône ainsi que la liste des mesures législatives annexée à ce document, d'où il ressort que je présenterai moi-même, au cours de cette session, une loi amendée concernant les enquêtes sur les coalitions.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser, dont je devrais peut-être préciser le contexte. À la lumière des propos tenus par le premier ministre de la Nouvelle-

Écosse hier soir à la télévision d'État, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourrait-il commenter le fait qu'une province canadienne soit obligée d'aller chercher aux États-Unis les fonds nécessaires pour mettre en valeur l'énergie marémotrice de la Baie de Fundy? Il s'agit d'un exemple typique des cas signalés par le député.

M. l'Orateur: À l'ordre. Le député invite le ministre à commenter un fait. Posée en ces termes, la question me paraît irrecevable.

* * *

AIR CANADA

QUESTION RELATIVE À L'EMPRUNT CONTRACTÉ EN GRANDE-BRETAGNE

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Nous apprenons que la Société Air Canada vient d'emprunter en Grande-Bretagne, d'un consortium de six banques, la somme de 30 millions et demi de dollars. Est-ce que le gouvernement a été informé de cette transaction entre Air Canada et le consortium anglais?

[Traduction]

L'hon. Donald Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur; nous en avons été informés. Il s'agit d'une transaction commerciale normale, que la société était parfaitement en droit d'effectuer de sa propre initiative, mais elle m'en a effectivement avisé.

[Français]

M. Caouette: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Étant donné les circonstances, la société Air Canada a-t-elle tenté d'obtenir cet emprunt-là d'institutions financières canadiennes, et plus particulièrement de la Banque du Canada?

[Traduction]

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, pour l'instant, je ne puis donner qu'une réponse plutôt générale à la question. Le prêt, comme le député l'appelle, a été consenti à propos d'un achat de moteurs Rolls Royce au Royaume-Uni. C'est là une partie seulement de la commande globale et, pour acheter les moteurs, on a décidé de recueillir l'argent nécessaire en Angleterre.

* * *

LES FINANCES

LES DÉGRÈVEMENTS FISCAUX, LA STIMULATION DES AFFAIRES ET LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant. Vu que le président Nixon vient d'annoncer aujourd'hui son intention de réduire les impôts aux États-Unis d'un montant de 2.6